



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 762

Texte de la question

LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE À MULHOUSE

M. le président. La parole est à M. Francis Hillmeyer, pour le groupe Union pour la démocratie française.

M. Francis Hillmeyer. Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

Monsieur le ministre, la France avait besoin d'être rassurée face à une délinquance, une insécurité urbaine et un incivisme que rien ne semblait pouvoir endiguer. Votre politique porte ses fruits...

M. Richard Mallié. C'est vrai !

M. Francis Hillmeyer. ... et je voudrais saluer ici votre action. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Néanmoins, des « poches » subsistent où la situation reste très difficile et où de petites bandes très dangereuses tiennent encore le haut du pavé. C'est notamment le cas de certains quartiers de Mulhouse et de ses environs. Il s'agit d'une petite poignée de délinquants, que la police connaît d'autant mieux qu'elle les a, en général, arrêtés à plusieurs reprises.

A chaque retour de centre de détention, on les trouve plus déterminés et plus dangereux. Cette course-poursuite continuelle exaspère les policiers et la population des quartiers concernés, qui aspirent, eux aussi, à une vie paisible, en toute sécurité. Ceux qui tentent de collaborer avec la police retrouvent leurs biens saccagés ou leur voiture incendiée dans leur propre jardin.

Avec mes collègues du groupe UDF, je souhaite vous demander, monsieur le ministre, quelle est votre analyse de ce qu'il reste à faire pour ramener l'ordre républicain dans ces quartiers et pour y rendre à chacun son espace de liberté, aujourd'hui menacé par une minorité provocante.

Au-delà de l'accroissement annoncé des effectifs de police, dont je vous remercie, qu'envisagez-vous pour les prochains mois ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Union pour la démocratie française et sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

M. Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales. Oui, monsieur le député, il reste encore beaucoup à faire, notamment à Mulhouse, où l'insécurité était très préoccupante.

Mulhouse était, de ce point de vue, une ville véritablement sinistrée (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*), comme j'ai eu l'occasion de le dire à Mme Arlette Grosskost lors de ma visite dans cette ville.

La gravité de la situation n'avait d'ailleurs échappé à personne puisque le maire socialiste de Mulhouse lui-même soutient la politique de sécurité du Gouvernement, non pas pour des raisons idéologiques, mais parce qu'il y a des évidences qui s'imposent.

Il y a donc encore beaucoup de travail à faire. Cela dit, à Mulhouse, au cours des cinq premiers mois de l'année, la délinquance a reculé de près de 14 %. Depuis le début de l'année, la délinquance de voie publique y a reculé de 18 %. Quant aux bandes dont vous parlez, le nombre de personnes mises sous écrou à Mulhouse a augmenté de 53 % depuis le début de l'année - ce qui n'est pas rien ! Au moins, quand les délinquants sont en prison, ils ne sont pas en train de bouleverser la vie de braves gens qui ne demandent qu'une seule chose : pouvoir vivre tranquillement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.*)

Alors, que faut-il faire ?

Avec un parfait souci de légalité républicaine, nous avons dans cette ville, renforcé les effectifs policiers de trente personnes. Dans les trois années qui viennent, nous les renforcerons encore de dix policiers chaque année.

Quelle est notre stratégie ? Elle tient en quelques mots : continuer sans faiblir. Tant que les voyous, à Mulhouse comme ailleurs, n'auront pas compris, nous ne céderons pas. Car c'est toujours la même chose : c'est l'impunité qui leur permet de tenir le haut du pavé. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Depuis trop d'années, ces gens ont considéré qu'à Mulhouse ils pouvaient tout faire, qu'il s'agisse de la drogue, de la prostitution ou de tout le reste.

Eh bien, je vous le dis, monsieur Hillmeyer : ce temps est définitivement révolu ! Nous prendrons tout le temps qu'il faudra, mais c'est la République qui triomphera, et non les voyous ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.*)

Données clés

Auteur : [M. Francis Hillmeyer](#)

Circonscription : Haut-Rhin (6^e circonscription) - Union pour la Démocratie Française

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 762

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : intérieur

Ministère attributaire : intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 26 juin 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 26 juin 2003